EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE,
LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO DE COUR : 500-11-057805-208,
500-11-057804-201

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre Commerciale)
Loi sur la faillite et l'insolvabilité

NO DE DOSSIER : 41-2607510,
41-2607508

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION :

**FREEMARK APPAREL BRANDS RETAIL BE
INC.**

et

FREEMARK APPAREL BRANDS GROUP INC.
des personnes insolvable, ayant leur siège social au
5640 rue Paré, Mont-Royal, Québec, H4P 2M1

Débiteurs

-and-

RICHTER ADVISORY GROUP INC.

Syndic à la Proposition

PROPOSITION CONJOINTE AMENDÉE

Nous, **Freemark Apparel Brands Retail BE Inc.** et **Freemark Apparel Brands Group Inc.**, (collectivement, les "**Débiteurs**" ou les "**Sociétés**"), soumettons par les présentes la Proposition Amendée suivante en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* :

1. **Définitions** : Pour toutes les fins de la présente Proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, les termes suivants auront la signification suivante :

« **Administrateurs** » désigne les administrateurs passés et présents de chacune des Sociétés;

« **Approbation** » désigne la situation suivant l'acceptation de la Proposition Amendée ayant été dûment acceptée par la majorité requise des créanciers des Sociétés et ayant été dûment acceptée par la Cour dans un jugement qui est devenu exécutoire, le délai d'appel ayant expiré sans qu'il y ait

EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.

eu un appel, ou l'appel ayant été logé et le jugement ayant été confirmé, ou l'appel ayant été retiré ou autrement réglé;

« **Avis d'Intention** » désigne l'Avis d'Intention de faire une Proposition en vertu de la Loi, déposé par les Sociétés le 21 janvier 2020;

« **Avis de Réclamation d'Employé** » désigne l'avis envoyé à chaque employé avec la Proposition Originale décrivant la Réclamation d'Employé de cet employé;

« **Assemblée des Créanciers** » désigne l'Assemblée des Créanciers qui doit se tenir dans le but d'examiner et de voter sur la présente Proposition Amendée, ainsi que sur tout ajournement de cette assemblée;

« **Comité** » désigne le comité comprenant jusqu'à cinq (5) personnes à être nommées par les Créanciers à l'Assemblée des Créanciers appelée à examiner la Proposition Amendée;

« **Cour** » désigne la Cour supérieure du district de Montréal, siégeant en matière de faillite et d'insolvabilité (Chambre commerciale);

« **Créancier** » désigne le détenteur d'une Réclamation;

« **Créancier Lié** » désigne Freemark Apparel Holdings Inc.;

« **Créancier Employé** » désigne un Créancier détenant une Réclamation d'Employé;

« **Créancier Garanti** » désigne un Créancier détenteur d'une Réclamation Garantie, telle que définie dans la Loi;

« **Créancier Non Garanti** » désigne un Créancier détenteur d'une Réclamation Non Garantie ou d'une Réclamation de Locateur;

« **Créancier Privilégié** » désigne un Créancier détenteur d'une Réclamation Privilégiée;

« **Créancier Subséquent** » désigne un Créancier détenteur d'une Réclamation Subséquente;

« **Dépenses Reliées à la Proposition** » désigne tous les frais, dépenses, responsabilités et obligations du Syndic, et tous les frais légaux, frais de consultation et frais de comptabilité pour et reliés aux procédures qui découlent de l'Avis d'Intention et de la Proposition Originale et incluant, sans limitation, les conseils aux Sociétés et au Syndic en relation avec les présentes;

« **FABI** » a le sens énoncé au paragraphe 2 ci-dessous;

« **Fond de Distribution** » a le sens énoncé au paragraphe 2 ci-dessous;

« **Locateurs** » désigne les Créanciers desquels les Sociétés étaient un locataire commercial en vertu d'un bail immobilier, tel que reconnu par les Sociétés;

« **Loi** » désigne la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, R.S.C. 1985, c. B-3, telle qu'amendée;

« **Proposition Amendée** » désigne cette Proposition conjointe amendée;

« **Proposition Originale** » désigne la Proposition déposée par les Sociétés le 20 juillet, 2020, laquelle est amendée par cette Proposition Amendée;

EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.

« **Réclamation** » désigne la réclamation de tout Créancier des Sociétés, que ce soit une Réclamation Garantie, une Réclamation Privilégiée, une Réclamation d'Employé ou une Réclamation Non Garantie qui existait à la date du dépôt de l'Avis d'Intention. Il est entendu que cela n'inclut pas les Réclamations Subséquentes;

« **Réclamation(s) des Employé(s)** » désigne, pour chaque employé, le montant total de toutes les sommes dues à cet employé, incluant toute somme due en vertu d'un avis de fin d'emploi ou le paiement en lieu et place de celui-ci ainsi que des indemnités de départ, tel que défini par l'Avis de Réclamation d'Employé;

« **Réclamation d'un Créancier Lié** » désigne la Réclamation d'un Créancier Lié;

« **Réclamations de la Couronne** » désigne les réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province décrites à l'alinéa 60 (1.1) de la Loi et dues au moment du dépôt des Avis d'Intention;

« **Réclamations Garanties** » désigne les Réclamations des Créanciers Garantis en vertu de la Loi;

« **Réclamations Non Garanties** » désigne, à l'égard des Sociétés, les réclamations des Créanciers Non Garantis incluant les réclamations de quelque nature que ce soit, qu'elles soient dues pour paiement ou non à la date du dépôt de l'Avis d'Intention, éventuelles ou non liquidées résultant de toute transaction effectuée par l'une des Sociétés avant la date du dépôt de l'Avis d'Intention. Les Réclamations Non Garanties incluent les Réclamations de Restructuration mais excluent les Réclamation Garanties, les Réclamations Privilégiées, les Réclamations de la Couronne et les Réclamations Subséquentes;

«**Réclamations des Locateurs**» désigne les Réclamations Non Garanties des Locateurs pour le moindre (i) des pertes actuelles résultant de la résiliation de baux ou (ii) le montant calculé conformément à la formule prévue à l'article 65.2 (4) b de la Loi, lesquelles Réclamations doivent être traitées comme étant des Réclamations Non Garanties, conformément à l'article 65.2(5) de la Loi;

« **Réclamation de Restructuration** » désigne tout droit de toute personne à l'encontre des Sociétés relativement à tout endettement, responsabilité ou obligation de quelque nature que ce soit envers cette personne résultant de la restructuration, de la renonciation ou de la résiliation de tout contrat, bail, contrat de travail, convention collective ou tout autre accord, verbal ou écrit, après la date des Avis d'Intention, incluant tout droit de toute personne recevant des Débiteurs un avis de répudiation ou de résiliation. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, les Réclamations de restructuration incluent les Réclamations des Locateurs;

« **Réclamations Privilégiées** » désigne toutes les Réclamations d'un Créancier des Sociétés régies par l'article 136 de la Loi et qui doivent être payées par les Sociétés en priorité à l'égard de toute autre Réclamation Non Garantie lors de la distribution du Fond de Distribution;

« **Réclamation Prouvée** » désigne le montant accepté par les Sociétés pour toute Réclamation, ou selon la décision de la Cour et suite au prononcé du jugement final de la Cour, le délai d'appel ayant expiré sans qu'il y ait eu d'appel, ou l'appel ayant été logé et le jugement ayant été confirmé, ou l'appel ayant été retiré ou autrement réglé;

« **Réclamations Subséquentes** » désigne les Réclamations portant sur les biens fournis, les services rendus ou toute autre contrepartie donnée à compter de la date de dépôt de l'Avis d'Intention jusqu'à la date d'Approbation.

« **Syndic** » désigne Richter Groupe Conseil Inc., le Syndic nommé en vertu de l'Avis d'Intention et le Syndic nommé dans la Proposition Originale et la Proposition Amendée des Sociétés;

EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE, LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.

« **Transaction** » a le sens énoncé au paragraphe 2 ci-dessous;

2. Objet de la Proposition :

Le 21 janvier 2020, Freemark Apparel Brands Retail BE Inc. et Freemark Apparel Brands Group Inc. ont déposé un Avis d'Intention. Afin de faciliter l'administration des Avis d'Intention, et en raison de la nature intégrée des opérations des Débiteurs, la Cour a autorisé l'administration conjointe le 31 janvier 2020. Dans le même esprit et pour la même raison, les Sociétés ont déposé cette Proposition conjointement.

À la suite du dépôt des Avis d'Intention, les Débiteurs ont mis un terme à leurs opérations de vente au détail et, à la suite d'un processus de vente, ont vendu leurs opérations de commerce de gros, certains stocks et propriété intellectuelle à Freemark Apparel Brands International Inc. (« **FABI** ») conformément à une transaction approuvée et autorisée par la Cour le 27 mars 2020 (la « **Transaction** »).

Le 20 juillet, 2020, les Sociétés ont déposé une Proposition de sursis conçue pour accorder aux Sociétés suffisamment de temps afin de déterminer si une Proposition viable pouvait être déposée. Lors de l'Assemblée des Créanciers tenue le 11 août 2020, les Créanciers ont voté en faveur d'une résolution ajournant l'Assemblée des Créancier pour une période maximale de six (6) mois au cours de laquelle les Sociétés avaient l'intention de compléter leurs discussions avec leur assureur aux termes de leur police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et de rechercher d'autres sources de financement afin de déposer une Proposition Amendée à soumettre au vote des Créanciers.

Les discussions des Sociétés avec leur assureur n'ont pas mené à un accord sur le financement d'une proposition viable. Cependant, FABI propose d'injecter une somme totale de 400 000 \$ (le « **Fond de Distribution** »), selon les modalités et les conditions énoncées dans la présente Proposition Amendée, aux seules fins de distribuer ledit Fond de Distribution aux Créanciers si cette Proposition Amendée est dûment acceptée par les Créanciers et approuvée par la Cour.

3. Réclamations Garanties : Les Réclamations Garanties seront payées conformément aux ententes existantes entre les Sociétés et les détenteurs de Réclamations Garanties ou tel qu'il pourrait être convenu entre les Sociétés et les titulaires de Réclamations Garanties. La présente Proposition Amendée ne vise pas les sûretés des Créanciers Garantis;

4. Réclamations de la Couronne et autres montants :

(a) les Réclamations de la Couronne, la cas échéant, seront payées en totalité dans les six (6) mois suivant l'Approbation, ou selon des ententes qui pourraient par ailleurs être conclues avec la Couronne;

(b) les montants dus aux employés et anciens employés, qu'ils auraient été en droit de recevoir en vertu de l'article 136(1)(d) de la Loi, si l'employeur était devenu failli en date du dépôt des Avis d'Intention, ainsi que les rémunérations, salaires, commissions ou compensation pour services rendus après cette date et avant la date de l'Approbation, seront payés en totalité après l'Approbation en vertu de la Loi, tel que prévu au paragraphe 8 (a). Il est entendu que les montants énoncés dans ce paragraphe 4 (b) seront prélevés sur le Fond de Distribution.

5. Dépenses reliées à la Proposition : Les Dépenses reliées à la Proposition seront payées par les Sociétés en priorité à l'égard des Réclamations Privilégiées et des Réclamation Non Garanties, Il est entendu que les Dépenses reliées à la Proposition ne seront pas prélevés sur le Fond de Distribution.

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE,
LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.**

6. **Réclamations Privilégiées** : Le paiement des Réclamations Privilégiées sera prélevé sur le Fond de Distribution. Les Réclamations Privilégiées seront payées en totalité et en priorité à l'égard des Réclamations Non Garanties, dans le délai fixé au paragraphe 8 ci-dessous;
7. **Réclamations Subséquentes** : La présente Proposition Amendée ne vise pas les Réclamations Subséquentes;
8. **Réclamations Non Garanties** : Les Réclamations Prouvées des Créanciers Non Garantis seront prélevées sur le Fond de Distribution en règlement complet et final des Réclamations Non Garanties, sans intérêt, tel que prévu au paragraphe 9 ci-dessous;
9. **Fond de Distribution** : Le Fond de Distribution sera remis au Syndic comme suit : (i) au plus tard cinq (5) jours ouvrables suivant l'Approbation, FABI remettra au Syndic un montant de 85 000 \$ et (ii) au plus tard 4 mois suivant l'Approbation, FABI remettra au Syndic un montant de 315 000 \$. Le Fond de Distribution sera distribué par le Syndic comme suit et dans l'ordre suivant :
 - (a) Premièrement, aux Créanciers Privilégiés en paiement de leurs Créances Prouvées qui sont des Réclamations Privilégiées. Ces montants seront distribués dans les quinze (15) jours suivant l'Approbation;
 - (b) Deuxièmement, le solde du Fond de Distribution, à distribuer aux Créanciers Non Garantis ayant une Réclamation Prouvée, comme suit :
 - 1) le moindre de : (i) le montant de la Réclamation Prouvée de chaque Créancier Non Garanti et (ii) \$1,000 (la « **Distribution de Premier Niveau** ») montant qui, sujet au paragraphe (c) ci-dessous, sera déboursé dans les 5 mois suivant l'Approbation;
 - 2) un montant égal au prorata de la part de chaque Créancier Non Garanti, basé sur le montant restant de leur Réclamation Prouvée et de tout montant restant du Fond de Distribution après la distribution des montants de la Distribution de Premier Niveau, sujet au paragraphe (c) ci-dessous, à tous les Créanciers Non Garantis (« **Distribution de Second Niveau** »). La Distribution de Second Niveau sera versée par le Syndic dans les 5 mois suivant l'Approbation.
 - (c) la distribution mentionnée ci-haut sera nette de tout montant devant être mis de côté par le Syndic pendant que les Réclamations sont évaluées ou adjugées, ou en lien avec toute Réclamation litigieuse. Le Syndic usera de son meilleur jugement dans la détermination de tout montant qui devrait être mis de côté et pour quelle période. Dès lors que toutes les Réclamations seront réglées ou adjugées par un jugement final, tout montant mis de côté conformément au présent paragraphe (c) sera déboursé par le Syndic.
10. **Comité** : Le Comité aura le pouvoir de :
 - (a) conseiller le Syndic en ce qui a trait à l'administration de la Proposition Amendée;
 - (b) différer le paiement de tout dividende aux Créanciers Non Garantis prévu aux présentes;
 - (c) renoncer, en tout temps, à tout défaut en vertu de ou relativement à la Proposition Amendée;
 - (d) déclarer la Proposition Amendée en défaut, en vertu des circonstances prévues aux présentes, et donner instruction au Syndic de demander l'annulation de la Proposition Amendée conformément à celle-ci;

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE,
LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.**

- (e) poser les actes et consentir les approbations qui peuvent être posés et consenties par des inspecteurs dans le cadre d'une faillite.
11. **Transactions révisables et paiements préférentiels** : Conditionnellement à l'Approbation, les articles 95 à 101 de la Loi ainsi que toute disposition d'une loi provinciale ayant un objectif similaire (incluant sans y être limités les articles 1631 à 1636 du *Code civil du Québec*) ne seront pas applicables, le tout conformément à l'article 101.1 de la Loi;
12. **Réclamations contre les administrateurs** : Conformément à l'article 50(13) de la Loi, cette Proposition Amendée constituera un compromis des réclamations contre les Administrateurs ayant pris naissance avant le dépôt des Avis d'Intention et qui ont trait aux obligations des Sociétés en vertu desquelles les Administrateurs sont légalement responsables ou autrement responsables en leur capacité d'administrateurs pour le paiement de ces obligations (une « **Réclamation D&O** ») et l'acceptation de la Proposition Amendée, dès l'Approbation, vaudra quittance en faveur des Administrateurs à l'égard de ces Réclamations D&O, étant entendu que rien dans le présent paragraphe ne vaudra quittance en faveur de (i) toute Réclamation D&O qui ne peut faire l'objet d'une quittance conformément au paragraphe 50(14) de la Loi et (ii) toute réclamation contre un assureur, incluant Axis Reinsurance Company (Canadian Branch), à l'égard d'une Réclamation D&O. Rien aux présentes ne doit être interprété comme une reconnaissance de responsabilité ou de toute obligation des Administrateurs.
13. **Réclamations contre FABI** : Cette Proposition Amendée constituera un compromis des réclamations contre FABI ayant pris naissance avant le dépôt de la présente Proposition Amendée et qui ont trait aux obligations des Sociétés, leurs actifs, leurs opérations, la résiliation de tout contrat auquel l'une des Sociétés était partie ou la Transaction, et l'acceptation de cette Proposition Amendée, après l'Approbation, vaudra quittance en faveur de FABI en ce qui concerne ces réclamations.
14. **Créancier Lié** : Conditionnellement à l'Approbation, le Créancier Lié renonce à (i) tout droit de prouver, en tout ou en partie, toute Réclamation d'un Créancier Lié qu'ils peuvent avoir et (ii) tout dividende qui leur est ou pourrait leur être payable en vertu de la Proposition Amendée.
15. **Syndic** : Le Syndic sera le Syndic dans le cadre de la Proposition Amendée et tous montants payables dans le cadre de la Proposition Amendée seront remis au Syndic qui remettra les dividendes conformément aux termes de la Proposition Amendée.

DATÉ À MONTRÉAL, QUÉBEC, ce 10^e jour de février 2021.

**FREEMARK APPAREL BRANDS RETAIL BE
INC.**

(S) Lawrence Routtenberg

Par: _____
Nom: Lawrence Routtenberg

**FREEMARK APPAREL BRANDS GROUP
INC.**

(S) Lawrence Routtenberg

**EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA VERSION FRANÇAISE,
LA VERSION ANGLAISE PRÉVAUDRA.**

Par: _____
Nom: Lawrence Routtenberg